

Macron est un fidèle serviteur de l'Union pour la Méditerranée qui impose migrants et lutte contre les patriotes

écrit par Claude | 2 mai 2017

Je m'excuse d'en remettre une couche...mais Macron ceci Macron cela...arrêtons de présenter ce personnage comme étant un manipulateur égocentrique manipulé à l'insu de son plein gré, demeuré, agissant de manière irresponsable, et que sais-je encore...c'est faire peu de cas du fait que c'est simplement un exécutant d'un projet politique né avant lui !

Alors je vais remettre le lien vers le document intitulé « **Union pour la Méditerranée potentiel de l'acquis de Barcelone**....le reste n'est que verbiage parce que si l'on avait eu Hamon, Mélenchon, Fillon, et peut être d'autres parmi ceux qui n'ont pas été sélectionnés dans le processus des primaires, on aurait eu la même perspective envisagée en tant que politique.

Le document date de novembre 2008 !

<http://www.iss.europa.eu/uploads/media/ISSreport03.pdf>

Le paragraphe 3 du chapitre II vous donne toutes les explications sur les orientations de Macron.

Ci-dessous :

3. Mise en œuvre d'une approche positive à l'égard des migrants et de leurs communautés.

Les migrants sont des acteurs du processus de Barcelone en tant que migrants, et non en tant que menace pour la sécurité. De fait, traiter la question de la migration

selon les principes et les valeurs de la **Déclaration de Barcelone**(1) a représenté un défi de taille pour les relations euro-méditerranéennes, et à plus forte raison maintenant que la question de la migration occupe une place centrale dans le discours politique et dans le domaine de la sécurité en Europe.

Par ailleurs, le processus d'intégration euro-méditerranéenne en une région unique ne pourra pas se faire si la dimension humaine en est exclue, notamment si l'autre est perçu comme un problème et non comme une chance.

Il est de la plus haute importance de traiter les communautés de migrants comme des acteurs à part entière de la coopération euro-méditerranéenne.

Les fonds qu'ils envoient génèrent des investissements ; eux-mêmes peuvent à leur tour contribuer aux transferts de technologie, voire faire passer en Afrique du Nord leur vision et leur expérience de l'Europe. **Simultanément, il est essentiel de mettre fin aux comportements xénophobes à l'égard de ces communautés de migrants en Europe.**

Cette question a eu des effets néfastes sur la capacité du processus de Barcelone à rendre les migrants acteurs des relations euro-méditerranéennes et cet échec a contribué à la montée de la xénophobie dans les pays européens.

L'un des principaux objectifs de l'Union pour la Méditerranée doit donc être de changer cette approche à l'égard à la fois de la migration et des communautés qui en sont issues afin de dynamiser la dimension humaine du Partenariat.

L'Union proposée devrait également **faire de la lutte contre la xénophobie l'une de ses priorités**, conformément aux principes énoncés dans la déclaration de Barcelone, dans laquelle il est clairement précisé que les partenaires soulignent l'importance de lutter résolument contre les phénomènes racistes et xénophobes et contre l'intolérance et conviennent de coopérer à cette fin.

Macron n'est qu'un faire valoir...ne lui prêtez pas des vices qu'il n'a même pas d'avoir puisqu'il est aux ordres .

(1) Déclaration de Barcelone :

Partenariat Euromed

Le **Partenariat Euromed**, dit aussi **Processus de Barcelone**, a été institué en 1995 à Barcelone, à l'initiative de **l'Union européenne** (UE) et de dix autres États

riverains de la mer Méditerranée ([Algérie](#), [Palestine](#), [Égypte](#), [Israël](#), [Jordanie](#), [Liban](#), [Maroc](#), [Syrie](#), [Tunisie](#) et [Turquie](#)). L'[Albanie](#) et la [Mauritanie](#) sont membres de l'Euromed depuis 2007. Euromed rassemble désormais, les 28 États membres de l'UE et douze États du sud de la Méditerranée. La Libye a un statut d'observateur depuis 1999 ; depuis 2004 et la normalisation de ses relations avec l'UE, cette dernière prépare son intégration à moyen terme.

Le processus de Barcelone a été lancé en [novembre 1995](#) et a donné naissance à une alliance reposant sur les principes de « paix, de stabilité et de prospérité, grâce au renforcement du dialogue politique et de sécurité, de la [coopération économique, financière, sociale et culturelle](#) »¹. La déclaration de Barcelone, faite à l'issue du sommet constitutif, énonce les principaux objectifs de ce partenariat : construire ensemble un espace de [paix](#), de [sécurité](#) et de [prospérité](#) partagée. Pour y parvenir, elle prévoit des actions dans les domaines [politique](#), [économique](#), [financier](#), [culturel](#) et [social](#)¹. Euromed est fondé sur les rapports de paix entre ces États qui ont des intérêts communs ainsi qu'un long passé d'[échanges](#) mutuels. Au niveau économique, le processus vise à [l'instauration d'un marché de libre-échange](#) en 2010. Cet objectif a été réaffirmé lors du sommet de Barcelone de 2005. [En 2005](#), [l'immigration](#) et la lutte contre le [terrorisme](#) sont devenus les domaines prioritaires du partenariat¹.

Le processus de Barcelone est une politique régionale et multilatérale de partenariat associant les États des deux rives de la mer Méditerranée. La [politique européenne de voisinage](#) (PEV), instaurée en 2004, vise à compléter et renforcer le processus de Barcelone au moyen de plans d'action bilatéraux convenus avec tous les pays partenaires (dans ou hors Euromed).

[L'UE a soutenu le processus de Barcelone à hauteur de 16 milliards d'euros entre 1995 et 2007](#). Les dix partenaires de l'UE bénéficient, à travers le programme [MEDA](#), de fonds de la [Banque européenne d'investissement](#), pour un montant d'environ 2 milliards d'euros par an.

Nicolas Sarkozy, alors président de la République française a émis l'idée, le 6 mai 2007, de créer une [Union pour la Méditerranée](#). [Après des négociations difficiles avec les autres États membres de l'UE](#), l'initiative baptisée « [Processus de Barcelone : Union pour la Méditerranée](#) » a été lancée par l'UE, à [Paris](#), le 13 juillet 2008. Elle vise à donner un nouveau souffle au partenariat, en le dotant

d'une gouvernance plus équilibrée et en renforçant sa visibilité.

Relations avec des pays bénéficiant d'un partenariat[[modifier](#) | [modifier le code](#)]

La diplomatie et la coopération trans-méditerranéenne ont permis de développer deux types de partenariats, en fonction du degré des relations et des discussions propres à chaque pays :

- Les États bénéficiant d'un statut avancé doivent en contrepartie d'une aide financière destinée à leur développement, répondre à des objectifs de convergence politique et économique avec l'Union européenne², par ailleurs, cette coopération est assortie de multiples contraintes telles que le respect des droits de l'homme, la liberté de paroles et le respect des accord internationaux³.
- Les accords de coopération sont moins avancés et ne concernent en priorité que les échanges commerciaux et les flux financiers^{Notes 1}.

https://fr.wikipedia.org/wiki/Partenariat_Euromed